

REPUBLIQUE GABONAISE

UNION TRAVAIL JUSTICE



**DISCOURS
DE**

**SON EXCELLENCE
MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT**

DÉBAT GÉNÉRAL

**DE LA 67EME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

New York, le 25 Septembre 2012

Vérifier à l'audition

Excellence, Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Excellence, Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Je vous félicite vivement pour votre élection à la présidence de la soixante-septième session de l'Assemblée générale. Ce choix témoigne de la considération dont vous-même et votre pays, la Serbie, jouissez sur la scène internationale. Je puis déjà vous assurer du soutien de mon pays, le Gabon.

Je salue le travail remarquable accompli par votre prédécesseur, **S.E.M. Nassir Abdulaziz AL NASSER**, lors de sa présidence de la 66^{ème} session.

Je tiens à réitérer notre confiance dans l'action et les efforts que le Secrétaire général, **S.E.M. BAN Ki-moon**, déploie à la tête de notre Organisation.

Monsieur le Président,

Notre monde a plus que jamais besoin du dialogue des civilisations et des cultures ; besoin de plus de tolérance ; besoin de plus de compréhension et de respect entre les peuples, pour construire un monde plus pacifique.

Au cours de cette session, où nous sommes appelés à redéfinir les contours d'une meilleure gestion des défis de notre monde, je voudrais me féliciter du thème de notre débat: **«l'ajustement ou le règlement des différends internationaux par les moyens pacifiques»**.

Car, la paix, qui restera au cœur de notre action commune, est une quête permanente. Le débat que nous avons tenu hier sur l'état de droit au niveau national et international était aussi un débat sur les conditions de la paix dans nos pays et dans le monde.

En maintenant le cap de notre réflexion sur cet objectif, nous pourrions ensemble, mieux relever les défis d'un contexte international toujours marqué par des crises multiformes, illustrées par de nombreux foyers de tensions, à travers le monde.

En témoignage, les situations au Moyen-Orient et en Afrique, qui nous préoccupent tant aujourd'hui.

Monsieur le Président,

La **crise syrienne** intervenue dans le prolongement du printemps arabe de l'année dernière a des effets déstabilisants sur plusieurs pays de la région du Moyen-Orient. Nous souhaitons que les efforts entamés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, **M. Lakhdar BRAHIMI**, permettent l'arrêt des affrontements et l'ouverture d'un dialogue.

S'agissant de **la situation au Mali**, nous condamnons les tentatives de partition du pays, ainsi que la destruction des sites de Tombouctou, classés au Patrimoine mondial de l'humanité.

Le Gabon soutient les efforts du nouveau gouvernement de transition, de la CEDEAO et de l'Union Africaine, pour tenter de rétablir l'intégrité territoriale.

En outre, j'invite le Conseil de sécurité et les Etats Membres à appuyer une **stratégie des Nations Unies pour la région du Sahel**, intégrant les questions de sécurité, de gouvernance, de développement, des droits de l'homme et les aspects humanitaires.

Monsieur le Président,

Lorsque nous siégeons au Conseil de sécurité, nous avons répondu, avec les autres membres, aux appels du **Peuple libyen**. Si la situation est encore difficile, nous encourageons l'ONU à poursuivre son action pour le rétablissement d'une vie politique apaisée, ainsi que la reconstruction du pays. Nous voulons réitérer ici notre condamnation de l'attaque du consulat américain à Benghazi.

En **République démocratique du Congo**, au regard des tensions persistantes à l'Est de ce pays frère, notre action commune en appui à l'Etat congolais doit être soutenue, en combinant les dimensions sécuritaire, politique et humanitaire.

En **Somalie**, je me réjouis des progrès accomplis, avec l'adoption de la Constitution provisoire, ainsi que l'élection du nouveau Président, **S.E.M. Hassan Cheikh MOHAMOUD**, que je tiens à saluer et à féliciter.

Le Gabon continuera de se tenir aux côtés de la Somalie, comme nous l'avons fait à travers notre contribution humanitaire l'année dernière.

Je salue l'engagement de l'ONU et de l'Union Africaine en Somalie. Sous l'action de l'AMISOM et des forces gouvernementales, la sécurité s'améliore bien au-delà de Mogadiscio. Je rends ici hommage aux pays, dont les troupes payent un lourd tribut sur le terrain.

Je voudrais saluer la mémoire du Premier Ministre éthiopien, M. **Meles ZENAWI**, qui nous a quittés le 22 août dernier. Nul n'ignore son engagement pour la paix en Somalie et au Soudan, ainsi que son rôle lors de ses présidences des Comités d'orientation des Chefs d'Etat et de gouvernement du NEPAD et sur les changements climatiques.

Monsieur le Président,

Faut-il relever que les crises et les conflits qui continuent de déstabiliser le monde traduisent les aspirations à la paix et la sécurité, à la justice, au développement, et à l'égalité souveraine des Etats, que les peuples appellent de tous leurs vœux ?

Ces vœux sont également ceux du peuple de Palestine et du peuple de Cuba, qui aspirent à un avenir meilleur. L'un aspire à la reconnaissance d'un Etat vivant en paix et en sécurité aux côtés de tous ses voisins dans des frontières sûres et internationalement reconnues ; l'autre demande la levée d'un embargo économique, commercial et financier qui lui est préjudiciable.

L'Assemblée générale s'est régulièrement prononcée en faveur des aspirations de ces deux peuples, par diverses résolutions auxquelles mon pays a souscrit.

Pour répondre à ces aspirations de tous les peuples, nous devons bâtir une gouvernance globale plus équilibrée, plus démocratique, plus organisée, adossée sur les valeurs de la Charte des Nations Unies. Cette gouvernance doit reposer sur la primauté du droit international, ainsi que le respect de la souveraineté des Etats, dans leur quête de démocratie et de développement.

Monsieur le Président,

C'est ainsi que tout au long de cette 67^e Session, notre attention portera sur certaines questions prioritaires :

D'abord les divers processus de réformes de notre organisation, et notamment la **revitalisation de l'Assemblée générale** qui doit amener cet organe à mieux jouer son rôle face aux mutations et aux réalités actuelles du monde. Nous devons renforcer le rôle de notre assemblée comme organe d'action et lieu privilégié de la démocratie globale.

De même, en poursuivant **la réforme du Conseil de sécurité**, le Gabon reste attaché à l'objectif d'une représentation permanente et équitable de l'Afrique.

Par ailleurs, dans le sens de notre récent mandat au Conseil de sécurité, nous resterons engagés sur la question de **la médiation, la prévention et la résolution pacifique des différends et des conflits**. Notre conviction est qu'il faut agir avant que des différends ne se transforment en conflits armés ; ce qui évite des opérations de maintien de la paix onéreuses.

Mais la réalité nous presse de nous investir aussi dans la lutte contre les menaces transversales et nouvelles à la paix et la sécurité, y compris la lutte contre le trafic des armes légères, ainsi que la piraterie maritime, qui sévit dans le Golfe de Guinée.

C'est ainsi qu'en Afrique centrale, nous œuvrons aux côtés des autres pays à la mise en place de mesures de confiance, y compris le Mécanisme d'Alerte Rapide (MARAC). Nous apprécions aussi l'appui que le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, dont mon pays abrite le siège, nous apporte dans la promotion de la paix.

Au cours de mon mandat à la présidence en exercice de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, je mettrai l'accent sur l'intégration régionale comme moyen de développement économique commun, mais aussi de consolidation des relations pacifiques entre les Etats membres.

Monsieur le Président,

Nous savons que les conflits qui secouent le monde ont des causes multiples et complexes. Le traitement durable de ces crises requiert une approche qui intègre l'appui au renforcement des institutions et de la gouvernance des Etats affectés, ainsi que la redynamisation de leurs économies.

C'est pourquoi le Gabon suivra avec intérêt la question du renforcement du rôle de l'ECOSOC.

Alors que nombreux de nos pays restent préoccupés par la conjoncture économique, il nous faut repenser nos approches et nos actions en matière de développement durable. Nous devons aborder avec lucidité l'agenda de développement post 2015, notamment l'articulation entre les objectifs du millénaire pour le Développement et les objectifs de développement durable issus de Rio+20.

Par ailleurs, il est urgent de sortir de l'impasse des négociations à l'Organisation mondiale du Commerce en revisitant les principes de la négociation. C'est ainsi que nous pourrions mieux évoluer vers le triptyque aide ; investissement et commerce ; développement durable.

Monsieur le Président,

Lors de notre dernière session, j'avais évoqué les actions en cours dans mon pays pour progresser vers l'objectif que nous nous sommes fixé de faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025. Cette action se matérialise depuis par la réalisation d'infrastructures stratégiques, la consolidation de l'état de droit, ainsi que des réformes sociales, politiques et économiques.

Nous continuons de prendre des mesures pour diversifier notre économie dans le sens de la valorisation locale de nos matières premières que nous exportons, ce qui favorise la création des richesses et des emplois. Cet effort doit reposer sur une gestion durable de nos forêts et de notre biodiversité qui joue un rôle important sur l'environnement global. C'est dans ce sens que nous luttons contre le braconnage et la contrebande d'espèces protégées.

Aussi, je me félicite de l'adoption, le 21 juin dernier, de la Déclaration de Rio+20, et en particulier la reconnaissance par la Communauté internationale de la nécessité d'œuvrer ensemble pour concrétiser le développement durable, par une alliance entre les peuples, les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé.

C'est en cela, que j'ai instruit mon gouvernement à revisiter le cadre institutionnel du développement durable dans mon pays avec pour finalité l'adoption d'une Loi sur le développement durable. En outre, le Gabon est attentif aux opportunités qui pourraient découler de la mise en place d'une économie verte comme moyen d'éradication de la pauvreté.

Par ailleurs, nous continuons le renforcement de nos ressources humaines et celui de nos capacités dans les domaines des services financiers, des nouvelles technologies de l'information et de l'écotourisme.

Face aux difficultés économiques, j'ai récemment initié des mesures visant à améliorer le quotidien de mes concitoyens par la maîtrise du coût de la vie. Ainsi, j'ai décidé la suspension des droits de douane et de TVA sur plusieurs produits de première nécessité et des matériaux.

Sur le plan social nous avons mis en place une assurance maladie couvrant l'ensemble des couches de la société gabonaise. Cette couverture contribue à la lutte contre le VIH/SIDA par la gratuité des antirétroviraux et des soins prénataux et maternels pour toutes les femmes enceintes infectées par cette pandémie.

Au plan politique, nous avons lancé l'introduction de la biométrie pour améliorer l'organisation des prochains scrutins électoraux. Nous poursuivons nos efforts de dialogue avec toutes les forces vives de la nation, à travers notamment le Conseil national de la Démocratie.

Toutes ces actions consolident le climat de paix légué par mon illustre prédécesseur, créant ainsi un environnement propice au bien-être des citoyens, et qui garantit la sécurité des investissements nécessaires au développement du pays. Ainsi, nous sommes donc prêts et désireux d'accueillir des partenariats diversifiés et mutuellement bénéfiques.

Monsieur le Président,

Nos pays et toute la communauté internationale doivent aujourd'hui surmonter des défis considérables. Nos efforts ne peuvent répondre aux aspirations de nos peuples, si nous ne coopérons pas dans le sens d'une gouvernance du monde, reposant sur le respect de l'état de droit, le dialogue entre les peuples, la prévention des conflits, la protection de l'environnement et de la biodiversité. Notre but ultime doit être avant tout le bien-être de nos peuples.

C'est dans cet esprit que mon pays continuera d'apporter sa contribution au sein de notre organisation et dans notre œuvre commune pour la paix, la sécurité, le développement et la prospérité pour tous.

Je vous remercie